



En hausse

APPLE – Un tribunal allemand a confirmé, vendredi 9 septembre, l'interdiction de la vente de la tablette Galaxy Tab 10.1 de Samsung, jugée trop ressemblante à l'iPad d'Apple qui avait saisi la justice. Des procédures opposant les deux groupes ont lieu aux Etats-Unis ou en Corée du Sud.



En baisse

L'EXCÉDENT CHINOIS – L'excédent commercial de la Chine s'est fortement contracté en août, selon les douanes, à 17,8 milliards de dollars, contre 31,5 milliards en juillet. Les importations ont battu un record mensuel, à 155,5 milliards de dollars (+ 30,2 % sur un an).

600

C'est le nombre de stations-service en France que Total va rebaptiser « Total Access » pour en faire des stations à bas prix. Cette stratégie est destinée à riposter aux enseignes de la grande distribution, qui écoulent 60,8 % du carburant vendu dans l'Hexagone.

Critiquée en Allemagne, la BCE se déchire en interne

Opposé au rachat de dettes publiques, l'Allemand Jürgen Stark, économiste en chef de l'institution, a démissionné

Les marchés n'avaient vraiment pas besoin de cela. Déjà sous haute tension à cause de l'absence de mobilisation politique pour résoudre la crise de la dette et du spectre d'un choc économique mondial, ils ont appris, vendredi 9 septembre dans l'après-midi, une nouvelle inattendue : le départ de l'Allemand Jürgen Stark, économiste en chef et membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE). Celui-ci a démissionné « avant la fin de son mandat le 31 mai 2014 » pour « des raisons personnelles », a indiqué la BCE dans un communiqué.

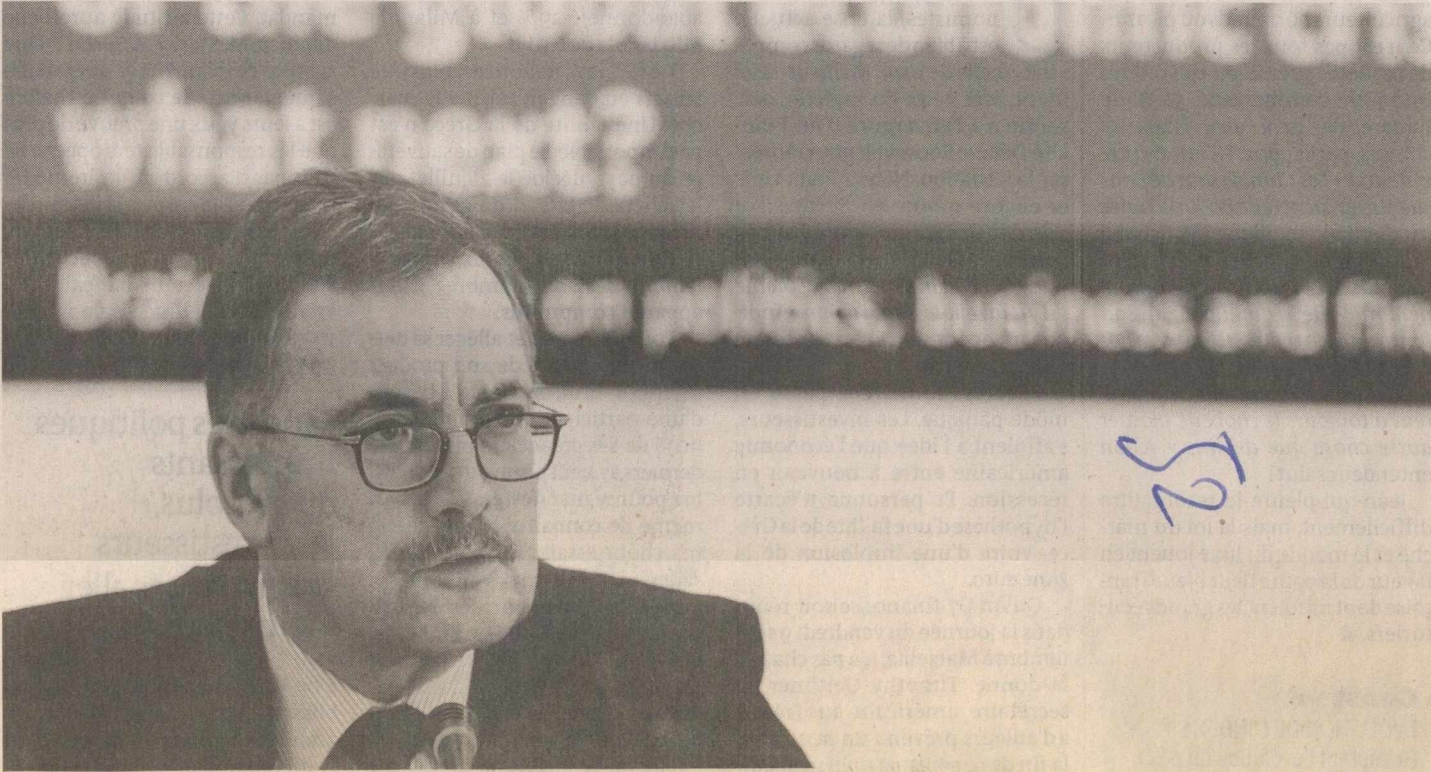
Les Bourses ont accueilli l'information comme une douche froide : - 3,6 % à Paris, - 4 % à Francfort, l'euro perdant d'une traite 1,43 %. Car pour les marchés, ce départ cristallise les dissensions européennes pour sauver les pays fragiles de la zone euro.

En interne, le départ de M. Stark, 63 ans et en poste depuis juin 2006, a surpris la plupart des collaborateurs. Quelques heures avant, auprès de ses équipes, il ne laissait rien transparaître. Pourtant, il ne s'agit « pas d'un coup de tête. C'est une décision mûrement réfléchie », rapporte un de ses proches. « Cela fait plusieurs semaines que M. Stark a informé Berlin de son intention de quitter ses fonctions afin qu'ils lui trouvent un successeur. La crainte de fuites [qui auraient ajouté de l'incertitude aux tensions actuelles] a contribué à avancer l'annonce de cette nouvelle », précise un autre collègue.

Un « orthodoxe » s'en va

M. Stark était « de plus en plus isolé tant au sein de l'institution auprès de laquelle il ne parvenait pas à faire passer ses idées que dans son pays », note un proche. Ancien défenseur de l'orthodoxie héritée de la Bundesbank, comme son prédécesseur l'Allemand Otmar Issing, M. Stark ne cachait pas son opposition à l'extension des prérogatives de la BCE concernant le programme de rachat de dette publique qu'elle a mis en place en 2010 pour aider les pays en difficulté.

Il avait aussi, selon son entourage, du mal à accepter que la chancelière allemande Angela Merkel et son ministre des finances Wolfgang Schäuble aient pris la décision, le 21 juillet, d'étendre les missions du Fonds de soutien européen (FESF) en lui permettant de racheter de la dette d'Etat sur le marché de l'occasion comme l'a fait la BCE. Enfin, l'arrivée de l'Italien Mario Draghi à la tête de la BCE le 1^{er} novembre – M. Stark ne l'appréciait pas particulièrement alors qu'il



L'Allemand Jürgen Stark « ne trouvait plus sa place » entre Berlin et la BCE, selon un proche. ARIS MESSINIS/AFP

s'entend bien avec l'actuel président Jean-Claude Trichet – aurait fini par le convaincre de se retirer.

L'homme, décrit par ses collègues comme un personnage « extrêmement honnête mais un peu cassant dans ses remarques et très rigide dans sa pensée », « ne trouvait plus sa place », rapporte un proche.

Il s'agit du second Allemand à quitter la BCE cette année après Axel Weber, alors président de la Bundesbank. Egalement en désaccord avec le programme de rachat d'obligations et sentant aussi qu'il n'obtiendrait pas le poste de président de la BCE, il avait quitté son poste en février et été remplacé par Jens

Weidmann, lui aussi partisan d'une politique très ferme.

M. Stark partira à la fin de l'année, et selon certaines sources, l'Allemagne devrait le remplacer par Joerg Asmussen, 45 ans, actuel secrétaire d'Etat au ministère des finances. Economiste formé à Bonn et à l'université Bocconi (Milan),

membre du parti social-démocrate (SPD), il avait été nommé en 2008 secrétaire d'Etat par le ministre des finances de la grande coalition, Peer Steinbrück (SPD). Avant d'être conservé à la surprise générale, en 2009, par M. Schäuble (CDU). Un cas unique. Chargé des questions internationales et européennes, il

est le principal artisan allemand des plans d'aide à la Grèce. Son étiquette politique et sa participation à un gouvernement qui a incité la BCE à racheter des obligations d'Etats en difficulté le font passer pour une « colombe ». Mais celui qui a été très influencé par son professeur Axel Weber, aura sans doute à cœur de peser de tout son poids au sein de cette institution.

Car la stratégie prise par la BCE de venir en aide aux pays fragiles est de plus en plus contestée en Allemagne. Au sein des milieux politiques les critiques fusent, certaines accusant l'institution de s'être transformée en « bad bank » en achetant des titres d'Etat en difficulté, d'autres d'avoir mené une politique ayant conduit à l'affaiblissement de la monnaie.

Des critiques qui ont entraîné jeudi une réaction épidermique de M. Trichet qui sortant de sa réserve habituelle a vertement critiqué la légèreté des gouvernements par le passé, leur attitude actuelle face à la crise et a fustigé les critiques allemandes : « Nous avons assuré la stabilité des prix de manière impeccable, impeccable, et j'aimerais bien entendre des félicitations pour avoir maintenu l'inflation à 1,55 % en moyenne, ce qui est mieux que ce que ce pays a connu pendant les cinquante dernières années. » ■

Cécile Prudhomme
avec Frédéric Lemaître

Entre relance et rigueur, le G7 échoue à trouver une ligne claire et commune

Analyse

Marseille

Envoyé spécial

Impavides face à la tempête boursière et médiatique qui a soufflé toute la journée du vendredi 9 septembre, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du G7 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni), réunis à Marseille, ont publié dans la soirée un communiqué baptisé « termes de référence agréés » qui procède de la méthode Coué.

Il y est affirmé la nécessité d'une « réponse internationale forte et coordonnée pour relever » le défi nouveau de devoir faire des économies budgétaires tout en soutenant une croissance qui faiblit de jour en jour. Le plan Obama de 447 milliards de dollars (325 milliards d'euros) pour le soutien à l'emploi américain est applaudi comme exemple.

Les « 7 » promettent une « détermination inflexible pour honorer leurs signatures souveraines individuelles ». Et répètent que tous les pays doivent « adopter et mettre en œuvre des plans de consolidation budgétaire ambitieux et favorables à la croissance ».

Les conférences de presse ont un peu décrypté les codes de cet exercice abscons. En fait, le G7-Finances s'est bien posé la question de savoir s'il fallait appuyer sur l'accélérateur pour éviter une récession ou s'il convenait de persévérer dans le freinage des déficits amorcé par les plans de rigueur dans les pays riches. La réponse, selon François Baroin, ministre français des finances et président du G7, est qu'il faut faire « les deux en tenant compte des situations différentes ». Aucun détail n'a été donné sur la façon de réussir ce subtil mélange de soutien et d'austérité.

La défiance aigüe à l'égard des banques est sans objet, a précisé

Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, car « tous les établissements bancaires européens pourraient absorber quelque chose de beaucoup plus grave » et la Banque centrale européenne (BCE) est prête à répondre à toutes les demandes de liquidités.

Pour restaurer la confiance, a dit le président de celle-ci, Jean-Claude Trichet, il faut que les pays de la zone euro mettent en œuvre au plus vite les mesures adoptées le 21 juillet pour faire face aux tensions financières, car la consolidation budgétaire qui en résultera rassérènera les investisseurs et fera repartir la croissance.

Déni

Ignorée, la chute des places boursières dans la journée sur des rumeurs de défaut de la Grèce durant le week-end ! Juste regrettée, la démission de l'Allemand Jürgen Stark, l'économiste en chef de la BCE en désaccord avec la politique de rachats par la banque cen-

trale d'obligations des pays en difficulté ! Passée sous silence, la cacophonie des déclarations de Wolfgang Schäuble, le ministre allemand, pour qui tout le mal vient des déficits, et de Tim Geithner, son alter ego américain, plus souple, qui estime que « les membres les plus forts de la zone euro sont capables d'absorber les coûts » supplémentaires du sauvetage des pays périphériques !

Ces silences traduisent un déni public des problèmes. Ce n'est pas nouveau. Les pères du G7, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, voulaient en faire un club où auraient été abordés, entre égaux et dans la sérénité, les problèmes économiques du moment. Ses réunions ont peu à peu fait l'objet d'une surexposition médiatique qui braque les projecteurs sur une équipe tenant des propos lénifiants et opaques dont il ressort que la situation est sous contrôle. Or, les opinions et les marchés attendraient plutôt une analyse

sans fard des difficultés et surtout les mesures pour y faire face.

Le G7 s'est montré à Marseille inadapte : il n'est pas un outil de gouvernance et surtout pas en temps de crise. Il a souligné l'irrésolution des gouvernants occidentaux et les forces centrifuges à l'œuvre en Europe. De quoi accroître la peur dont se nourrit la volatilité des marchés.

Le dernier paragraphe du communiqué est un aveu d'impuissance. « Nous allons travailler avec nos collègues du G20 et du Fonds monétaire international au rééquilibrage de la demande et au renforcement de la croissance mondiale », écrivent les « 7 ». Ils n'en ont guère les moyens et ce sont les treize autres pays du G20 qui vont peut-être éviter une rechute en récession. Depuis 2008, plus de la moitié de la croissance mondiale est imputable au dynamisme des pays émergents ou en développement. ■

Alain Faujas

A Florange, les salariés d'ArcelorMittal craignent de se faire « liquider »

Le sidérurgiste a arrêté provisoirement le dernier haut-fourneau de Lorraine. Les syndicalistes estiment que toute l'activité du site est menacée

Florange (Moselle)

Envoyé spécial

La direction du site de Florange (Moselle) d'ArcelorMittal a confirmé, vendredi 9 septembre, « l'arrêt provisoire » du P6, le dernier haut-fourneau en activité en Lorraine. La décision sera effective « début octobre » pour une durée indéterminée. Le 6 juin déjà, le P3, l'autre haut-fourneau en service dans la vallée de la Fensch, avait été éteint.

Dès la fin du comité d'établissement, les syndicats ont organisé un rassemblement au passage à niveau de Daspich, par lequel

transitent les approvisionnements et les expéditions du site. Environ 300 personnes, sidérurgistes, syndicalistes et élus, ont bloqué les voies deux heures durant. Ils jugent qu'au-delà de la filière liquide (production d'acier brut), c'est toute l'activité du site, notamment celle des usines à froid d'où sortent les produits finis (tôle pour voitures et emballages), qui est menacée.

Vincent, intérimaire de 56 ans, a déjà « subi » en 2008 la fermeture de l'aciérie de Gandrange : « Ça recommence ; le sort s'acharne. » Les précaires seront les premiers touchés par l'arrêt du P6, où sont employés 514 salariés en CDI,

65 intérimaires et une vingtaine d'apprentis. La direction pense aussi à recourir au chômage partiel et veut « reverser » une partie de l'effectif du haut-fourneau vers d'autres unités. Ce sont 400 postes d'intérimaires qui seraient sacrifiés en priorité. « Sans compter les sous-traitants », évoque François Pagano, délégué CFE-CGC.

« Variable d'ajustement »

« Tout se passe comme s'ils voulaient nous liquider, redoute Christian Piel, employé à l'expédition des tôles. En 2009, déjà, le P6 avait été arrêté plusieurs mois. Aucun investissement n'a été consenti

depuis pour remettre les installations en état. » « L'arrêt de la filière liquide nous met en porte-à-faux. Nous étions autonomes ; à présent, nous sommes dépendants des autres », enrage M. Pagano.

« Nos patrons ont changé de stratégie, confirme Edouard Martin, militant CFDT. Après la crise de 2008, l'effort de sous-charge avait été réparti entre les onze hauts-fourneaux de la division Nord. Désormais, on a le sentiment que notre site, qui n'a pas la chance d'être coté, sert de variable d'ajustement. » Yves Fabri (CGT), qui rappelle qu'ArcelorMittal a réalisé 1,8 milliard d'euros de profits au

premier semestre, partage ce sentiment : « On ferme nos deux hauts-fourneaux alors que les trois de Dunkerque [Nord] tournent à plein régime ; à Fos, [Bouches-du-Rhône], on en rallume un deuxième et on fait des heures sup'. Cet arrêt menace ce qui reste de la sidérurgie lorraine. »

Michel Liebgott, député-maire (PS) de Fameck, est l'un des rares à trouver des raisons d'espérer. « Notre salut peut venir d'Ulcus », juge-t-il. Ce projet de 650 millions d'euros, porté par un consortium de sidérurgistes européens et dont ArcelorMittal est le chef de file, vise à capter jusqu'à 65 % du CO₂ qui se

dégage d'un haut-fourneau pour le stocker en sous-sol et produire ainsi un acier propre. « Les expérimentations ont été menées sur le P6. En l'arrêtant provisoirement, Mittal met la pression sur l'Europe et Paris pour obtenir un maximum de financements publics », assure l' élu.

Vendredi, Martine Aubry, candidate à la primaire socialiste, a appelé Nicolas Sarkozy « à agir enfin pour la sauvegarde de nos usines ». Le ministre de l'industrie, Eric Besson, a pour sa part indiqué qu'il avait pris acte « du fait qu'ArcelorMittal avait indiqué qu'il s'agissait d'une mise à l'arrêt temporaire. » ■

Nicolas Bastuck

Matières premières Alain Faujas
Vive le lin tricolore !

La France n'est pas la championne de la production de matières premières, sauf sur une niche : le lin, cette fibre souple, résistante et élégante qui enchante la peau des plus allergiques. Au voisinage de la Manche, le climat et le sol plaisent tant à cette *Linaceae* aux jolies fleurs bleues qu'on y produit 77 000 tonnes, soit la moitié des 156 600 tonnes recensées dans le monde en 2010. Pour une fois, la Chine se classe, médiocrement, deuxième, avec 20 000 tonnes.

Comme toujours dans le monde agricole, on n'est pas satisfait de la récolte qui s'achève. Il a fait trop sec après les semis de mars : la quantité n'y sera pas. En revanche, la météo capricieuse fut idéale pour le rouissage, opération qui consiste à arracher la plante et à la laisser couchée en plein champ pour que les micro-organismes séparent la fibre et le bois. La succession de pluie et de soleil, qui a désolé les vacanciers, promet un lin 2011 de qualité.

Pas cher payé

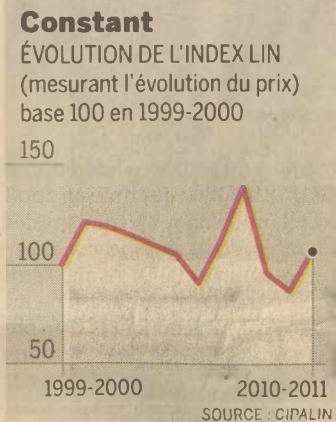
Si vous parlez prix à quelqu'un de la filière, Jean-qui-pleure vous dira que, comparé au coton dont les cours ont explosé depuis quatre ans, le lin fait pâle figure et que l'index de la profession ne signale quasiment pas de gain depuis douze ans. Sans parler d'un dollar en baisse qui rogne les bénéfices.

Hubert Brisset, président de Cipalin, l'organisme qui regroupe producteurs et transformateurs, rappelle qu'il s'agit d'une culture contraignante, qui doit être surveillée comme du lait sur le feu afin de réagir dans les deux jours quand le rouissage s'accélère. « *Le lin nécessite cinq fois plus de main-d'œuvre que le blé*, souligne-t-il, *et il ne peut pas revenir avant sept ans sur la même parcelle* »

Alors forcément, deux euros du kilo, ce n'est pas cher payé pour la fibre longue de 50 centimètres, la plus belle, celle qui va donner 26 mètres de longueur pour un gramme. Il faudrait au moins 2,50 euros, plaide M. Brisset.

Mais Jean-qui-rit adore cette plante qui bonifie le sol en l'aérant et qui complète les revenus des agriculteurs normands ou picards. Ce n'est pas tous les producteurs de matières premières qui ont pu imposer, comme eux, 30 % de hausse de prix aux filateurs chinois, par rapport à l'année précédente ! « *Les Chinois sont de bons clients qui achètent 80 % de notre production*, explique M. Brisset, *mais ils sont difficiles et discutent toujours les prix, car ils comprennent mal que la qualité du lin soit fonction de la météo. Il faut que nos clients sachent que, si le prix n'est pas assez rémunérateur, l'agriculteur a toujours le choix de planter autre chose que du lin...* » Abon entendeur salut !

Jean-qui-pleure le reconnaîtra difficilement, mais la loi du marché et le monde du luxe jouent en faveur de la petite fleur bleue française dont raffolent les grands couturiers. ■



La valeur de la semaine Un été meurtrier pour la Société générale

La Société générale est-elle victime d'un paradoxe ? En proportion, elle est moins exposée que ses concurrentes à la dette des pays en difficulté de la zone euro. Pourtant, son cours de Bourse est continuellement attaqué et toujours un peu plus que les autres établissements bancaires de la place parisienne. Le mois d'août avait été sanglant. La rentrée n'est pas mieux. Vendredi

9 septembre, le titre Société générale a perdu 10,58 %, à 17,44 euros. Il a chuté de 21,3 % sur la semaine et de 56,6 % depuis le 1^{er} janvier.

Le talon d'Achille de la banque de la Défense, c'est sa réputation. « *Si un gérant doit vendre, il vendra plutôt Société générale que BNP* », estime Christophe Nijdam, analyste chez Alpha Value. En arrière-plan, l'affaire Kerviel. La fraude monumentale de ce trader a fait

perdre près de 5 milliards d'euros à la banque en 2009, alors que les marchés étaient très agités. Ce passé encombrant donne prise à toutes les rumeurs, aussi folles et infondées soient-elles. Une telle perte pourrait-elle se reproduire ?

Les tensions sur le marché inter-bancaire – celui où les banques se prêtent entre elles – ne sont sans doute pas non plus étrangères aux difficultés du titre. Des doutes sur

la capacité des établissements français à se refinancer en dollars ont aussi surgi. La Société générale, dans le peloton de tête des banques de marché est peut-être perçue comme plus vulnérable sur le marché américain, où elle ne dispose pas d'une base de dépôts pour financer ses activités.

Si elle est particulièrement visée, la Société générale n'est pas la seule à souffrir. Vendredi, le sec-

teur bancaire français dans son ensemble a pâti d'un environnement suspicieux, alimenté par les craintes sur la liquidité – l'accès au refinancement – et les besoins en capitaux des banques, exprimés notamment par la directrice du Fonds monétaire international Christine Lagarde. Sur la semaine, BNP Paribas a perdu 10,8 % et le Crédit agricole 12,7 %. ■

Cécile de Corbière



Capitaux Isabelle Ehrhart
Reprise tous azimuts

KPN a contribué à mettre fin à sept semaines de diète. L'opérateur néerlandais de télécommunications a en effet réalisé le premier emprunt obligataire en euros depuis le 22 juillet. Cette longue attente traduit bien l'ampleur de la crise de l'été.

Outre KPN et pour 500 millions d'euros à dix ans, RCI Banque, la filiale de financement de Renault, a également levé des fonds, mais plus modestement (250 millions d'euros à trois ans). La démonstration est donc faite : il est possible d'emprunter en euros ; les investisseurs répondent présent ; d'autres devraient suivre et profiter de la moindre fenêtre de marché.

Cependant, le marché obligataire de l'euro étant soumis à de forts mouvements d'humeur, on peut toujours aller voir sur d'autres si l'herbe y est plus verte. C'est ce qu'ont choisi de faire deux émetteurs français.

France Télécom a ainsi réalisé une émission en dollars – pour 2 milliards, soit 1,445 milliard d'euros. Deux maturités étaient proposées – cinq et dix ans – pour un mil-

liard de dollars chacune. Pour l'opérateur français de téléphonie, ce marché, sans être inconnu, n'est pas le plus familier. Quant à la dernière émission en euros de France Telecom, elle remonte à juin.

Air Liquide a été plus innovant. Le spécialiste français des gaz industriels et médicaux a réalisé une émission obligataire sur un marché peu fréquenté par les entreprises, et jusqu'à présent pas du tout par les sociétés françaises, celui du renminbi chinois accessible à Hongkong. Air Liquide Finance, filiale chargée de l'opération, a ainsi réussi à emprunter 195 millions d'euros, soit 1,750 milliard de yuans, remboursables dans cinq ans, le tout au taux de 3 %. Cet emprunt a été noté « A » par l'agence Standard & Poor's.

Le groupe précise qu'il a obtenu l'autorisation de la banque centrale chinoise de rapatrier ces fonds en Chine continentale où il n'est pas encore possible aujourd'hui, pour une entreprise étrangère, de réaliser une émission obligataire. De quoi financer le développement sur place. ■

Taux et changes
L'euro plombé, le système bancaire sous tension

Pour la première fois depuis six mois, l'euro est repassé, vendredi 9 septembre, sous le seuil de 1,38 dollar, tombant même à 1,365 dollar. Dans le même temps, la situation s'est nettement tendue sur le marché inter-bancaire – où les établissements financiers se prêtent de l'argent entre eux – en raison du débat actuel sur le fait que les banques doivent ou non être recapitalisées.

Du coup, se méfiant les uns des autres, des établissements préfèrent déposer leurs excédents de liquidité auprès de la Banque centrale européenne (BCE) – l'établissement le plus sûr à leurs yeux – plutôt que de faire des transactions avec leurs concurrentes. Les dépôts au jour le jour que les banques de la zone euro ont effectués auprès de la BCE ont atteint des niveaux record : 169 milliards d'euros mardi, plus de 172 milliards, jeudi, au plus haut depuis le début de l'année.

Lors de sa conférence de presse mensuelle, jeudi 8 septembre, le président de la BCE, Jean-Claude Trichet, a jugé que la question concernant les besoins de liquidi-

tés des banques « *n'était pas un problème* » étant donné qu'elles peuvent se faire prêter de l'argent frais auprès de l'institution sans limite de montant et à taux fixe. « *Nous sommes prêts à fournir toute la liquidité nécessaire pour tenir compte des besoins du secteur financier* », a déclaré M. Trichet.

« Incertitude »

Ce dernier a rappelé qu'il y avait une grande différence entre la question des liquidités « *qui est un faux problème* » et le fait d'« *être solide car bien capitalisé* ». Il a insisté sur le fait que les banques devaient utiliser tous les moyens à leur disposition (y compris les aides publiques) pour renforcer leur situation financière, mais qu'il n'y avait pas « *à dramatiser la situation* ».

Reste que ces tensions sur le système bancaire arrivent au plus mauvais moment. Les stratégies des gouvernements pour résoudre la crise de la dette souveraine ne convainquent pas les marchés et la situation économique se détériore. La BCE a d'ailleurs revu en baisse son sentiment sur la

conjoncture européenne. Les risques ? une modération du rythme de croissance mondiale, une baisse de la Bourse et de la confiance des entreprises, mais aussi des effets négatifs résultant de la crise de la dette souveraine.

Par conséquent, elle a réduit ses prévisions de croissance pour la zone euro à 1,6 % pour 2011 (contre +1,9 % en juin) et à 1,3 % en 2012 (contre +1,7 %). Les pronostics d'inflation n'ont pas été modifiés : +2,6 % en 2011 et +1,7 % en 2012. « *Le message principal, c'est l'incertitude* », a insisté le patron de la BCE. La banque centrale a conservé sa politique monétaire – soit 1,50 % pour le taux principal –, tout en la jugeant « *accommodante* ».

Les économistes sont divisés sur le message à retenir du jugement porté par la banque centrale. Celle-ci n'affiche clairement plus l'objectif de poursuivre le mouvement de remontée des taux d'intérêt. Mais les abaissera-t-elle dans les mois qui viennent de manière à soutenir la croissance, sachant que les pressions inflationnistes se sont calmées ?

Pour les économistes de Bank of America-Merrill Lynch, la BCE ouvre la porte à une baisse des taux dès cet automne si la situation se dégrade. « *La BCE devra adopter une stratégie plus accommodante pour tenter de retrouver une dynamique de croissance plus équilibrée et plus durable* », juge de son côté le directeur de la recherche économique de Natixis Asset Management, Philippe Waechter. Pour les experts d'Aurel BCG, en revanche, il s'agit d'« *une pause, pas plus* », écrivent-ils dans une note de recherche, estimant que « *le scénario de statu quo reste le plus probable* ». ■

Cécile Prudhomme

La société des lecteurs du « Monde »
Cours de l'action
VENDREDI 9 SEPTEMBRE : 3 euros.
Société des lecteurs du « Monde »,
80, boulevard Auguste-Blanqui,
75707 Paris Cedex 13.
Tél. : 01-57-28-25-01.
Courriel : sdl@lemonde.fr



Les Bourses en mode « sauve-qui-peut »
La cacophonie européenne affole les investisseurs et le plan Obama sur l'emploi ne rassure pas

De l'avis de la plupart des économistes, la crise actuelle est à bien des égards comparable à celle de 1929. Malheureusement, aux yeux du marché, personne n'a l'envergure d'un Franklin Delano Roosevelt pour redresser la situation. Ni aux Etats-Unis et encore moins en Europe. Au sein de l'Union monétaire frappée par une crise de surendettement public « *chacun se demande même s'il y a un pilote dans l'avion* », indique un opérateur. Et les choses ne s'arrangent pas.

Résultat, le marché passe en mode panique. Les investisseurs, s'affolent à l'idée que l'économie américaine entre à nouveau en récession. Et personne n'écarte l'hypothèse d'une faillite de la Grèce, voire d'une implosion de la zone euro.

Qu'un G7-finance se soit réuni dans la journée du vendredi 9 septembre à Marseille, n'a pas changé la donne. Timothy Geithner, le secrétaire américain au Trésor, a d'ailleurs prévenu un peu avant la fin de ce sommet qu'il ne fallait pas « *attendre de cette réunion un changement spectaculaire* ».

Dont acte. Face à des politiques impuissantes et/ou irrésolus, les investisseurs se sont laissés aller à leurs peurs. La journée s'est soldée par une nouvelle baisse généralisée en Bourse de part et d'autre de l'Atlantique. Et surtout en Europe.

A Paris, après avoir cédé 3,60 % sur la séance, le CAC 40 a cumulé une perte hebdomadaire de 5,52 %.

Sur la semaine, le DAX allemand abandonne 6,29 % et à Milan, le MIB recule de 6,91 %.

De fait, la zone euro est plus que jamais en danger, estime le marché. Une faillite de la Grèce n'est pas impossible. Le plan de sauvetage du pays, décidé le 21 juillet par les chefs d'Etats et de gouvernement de la zone euro, n'a pas encore été entériné par les dix-sept Parlements des Etats membres ; il leur apparaît compromis.

Pour s'en sortir et alléger sa dette qui pèse 120 % de son produit intérieur brut, la Grèce a besoin d'une participation volontaire de 90 % de ses créanciers privés. Ces derniers avaient jusqu'au 9 septembre pour se manifester. Mais avant même de connaître le résultat, le marché bruissait d'un score insuffisant pour que le pays s'en sorte. En outre, les petites phrases de dirigeants au Pays-Bas et en Finlande, notamment, circulent laissant entendre que soutenir un Etat fragile ne se fera pas sans condition. Autrement dit après la Grèce, aider l'Italie ou l'Espagne serait délicat à faire accepter.

Dans ce contexte, la démission, vendredi, du chef économiste de la Banque centrale européenne (BCE), l'Allemand Jürgen Stark, n'a fait qu'ajouter au trouble. L'action de la BCE a jusqu'ici été un outil essentiel à la sauvegarde de l'Union monétaire. Ces derniers mois, elle est intervenue sur le marché de la dette souveraine pour apaiser les tensions et soulager les Etats en dif-

ficulté, quitte à outrepasser son mandat. Cette attitude aurait-elle déplu à M. Stark ? A Berlin ? Que signifie ce départ ? Les opérateurs s'interrogent. Ce coup de théâtre est à leurs yeux une preuve de plus que les responsables européens ne sont pas d'accord sur les remèdes à apporter à la crise de la dette.

En Bourse, ce chahut s'est traduit par un nouveau recul des actions du secteur bancaire. En France, la Société générale a perdu 10,58 % vendredi, BNP Paribas 7,54 % ; en Italie, Intesa a cédé

Face à des politiques impuissantes ou irrésolus, les investisseurs se sont laissés aller à leurs peurs

8,09 % et Unicredit 8,22 %. Les établissements seraient, de fait, les grandes victimes du défaut d'un Etat, enregistrant des pertes potentiellement douloureuses.

Mais les banques ne sont pas seules à plonger. De fait, la crise des dettes souveraines n'est pas l'unique problème du marché, loin de là. L'économie mondiale s'affaisse. « *Le meilleur des scénarios ne laisse espérer qu'une croissance molle et irrégulière* », rapporte Bruno Cavalier, économiste chez Oddo, dans une note datée du 9 septembre. Quant au scénario

du pire, « *cela va de la récession soft [légère] (risque élevé) jusqu'à la débâcle systémique (risque extrême mais non nul)* », écrit-il.

La perspective d'un redressement des Etats-Unis – première économie mondiale – serait la bienvenue. Jeudi 8 septembre, après avoir déjà dégainé des plans de relance dignes du *New deal* de M. Roosevelt, le président Barack Obama a proposé de déboursier l'équivalent de 447 milliards de dollars (325 milliards d'euros) pour relancer l'emploi. Mais Wall Street a pris l'annonce avec indifférence. Et vendredi, l'indice Dow Jones a cédé 2,69 %, cumulant 2,2 % de pertes depuis le début de la semaine, entamée mardi pour cause de lundi férié (*Labor Day*).

De fait, les investisseurs ne sont pas dupes. M. Obama a parlé mais n'a pas agi. La plupart s'attendent à ce que ses opposants républicains, soucieux de ne pas aggraver les finances publiques lui barrent la route. En partie ou en totalité.

En outre, ce plan ne sera déployé qu'en 2012. Or, « *s'il y a une récession – comme le redoute le marché –, elle interviendra dès la fin de l'année* », souligne Christian Parisot, économiste chez Aurel BGC. Les entreprises commencent d'ailleurs à revoir à la baisse leurs prévisions de résultats. C'est le cas du fabricant de composants électroniques Texas Instruments, jeudi, qui a fait chuter avec lui les cours de tout le secteur. ■

Claire Gatinois